



vers une «rurbanisation»

Pierre George*

«2000» présente ici la deuxième partie et la conclusion du rapport préparé par P. George pour la Conférence de Vancouver sur « l'Habitat et les établissements humains » (Juin 1976).

En matière d'habitat urbain, le premier problème apparaît être celui du logement, sans écarter a priori toutes les considérations concernant l'environnement du logement et les différents éléments de la vie quotidienne. Il revêt des formes différentes suivant les niveaux de développement.

Dans les pays industriels avancés, deux séries de questions sont posées quant à la nature du logement :

- Quel est le type de logement qui convient le mieux à la vie familiale et répond le mieux aux désirs des usagers, logement en maisons individuelles, en « petit collectif » de deux à quatre logements, ou logement en immeubles collectifs groupés en « ensembles » de plusieurs centaines à plusieurs milliers de logements ?

- Convient-il de promouvoir ou d'accepter un zoning social, reposant sur la qualité et l'emplacement des logements, ou de mêler des types d'habitation différents appelant le mélange des classes sociales ; dans le cas extrême, est-il possible ou souhaitable d'inviter des représentants de catégories sociales ou socio-professionnelles différentes à résider dans les mêmes types d'immeubles et de logements ?

Dans une large mesure, la réponse est indirecte et dépend, du moins en économie capitaliste, du choix ou des possibilités d'ordre financier. Le prix du terrain à bâtir, le coût de la construction font le départ entre le logement « économique » et le logement « résidentiel ». Généralement, en considération des coûts des réseaux d'infrastructure et de la construction, on admet, en Europe occidentale, que le logement individuel est un luxe - à confort égal - par rapport au logement en immeubles à logements multiples. Les conditions de la construction posent le problème en termes différents en Amérique. Toutefois, des distinctions sont à faire, en Europe même, entre les ensembles de pavillons identiques construits en série, dont le prix de revient se rapproche de celui des « collectifs », et les pavillons construits séparément sur plan particulier. Les réactions spontanées des habitants, dans ces mêmes pays, conduisent à la constitution de groupes socialement homogènes dans des ensembles à taux de loyer identiques. Quand il y a, volontairement ou non, mélange initial de catégories sociales différentes, la ségrégation s'opère au bout d'un certain temps, au moins à l'échelle de l'immeuble, du groupe d'immeubles ou du quartier. De multiples essais de mixage social ont été tentés en Europe, leur succès est inégal suivant les pays. Il est toujours limité.

En revanche, l'idée directrice de la politique de la construction et du logement dans les pays socialistes est d'offrir des logements de même type à n'importe quelle catégorie professionnelle d'occupants.

Dans les villes des pays en voie de développement, le principal souci des administrations municipales est d'améliorer les conditions du logement dans les habitats non intégrés ou sous-intégrés, auxquels ont été donnés les noms les plus variés suivant les pays ; « villages » en Afrique tropicale, bidonvilles ou gourbivilles en Afrique du Nord, favellas à Rio de Janeiro, calliampas dans les villes chiliennes, barriadas, tugurios, villas miserias, etc. dans

les autres villes d'Amérique latine, et tout simplement « slums » dans les villes indiennes.

L'insolvabilité des habitants interdit une solution de « rentabilité ». Tout au plus peut-on songer à reloger dans des formes d'« habitat social » à bas loyers ceux des occupants des habitats non intégrés, qui ont un emploi, au moins temporaire, et, de ce fait, quelques revenus monétaires. Pour le plus grand nombre, l'essentiel est d'assurer un minimum d'hygiène et de salubrité. L'idée retenue dans un certain nombre de pays et qui est appliquée notamment aux bidonvilles de Casablanca et à des villages suburbains de plusieurs grandes villes d'Afrique tropicale, est de préparer des infrastructures sommaires et un quadrillage des voies de circulation, afin d'éviter un entassement anarchique et des promiscuités mettant en péril l'hygiène sociale. La deuxième étape est d'assurer un minimum de services publics, fourniture d'eau, enlèvement des déchets. La responsabilité de la construction est laissée à l'usager, à qui on offre parfois certaines facilités d'acquisition des matériaux essentiels. Dans les quartiers sous-intégrés périphériques de Mexico, on fournit aux nouveaux habitants le squelette de l'habitation. Des associations bénévoles ou des services publics apportent des conseils aux habitants pour organiser leur habitation et accélérer la création de groupes de solidarité qui - en Afrique en particulier - reproduisent en ville certains groupements d'ethnies d'origine rurale et évitent le désarroi de l'homme ou du ménage seul dans la foule des sous-urbanisés.

Ville et qualité de vie

Au delà du problème primordial et préalable du logement, se pose celui de la qualité de la vie dans les organismes urbains. Ici aussi, on rencontre très vite les considérations d'ordre financier, car plus une ville ou une agglomération est complexe, plus elle est chargée de population, plus il est coûteux d'assurer à ses habitants les conditions d'existence auxquelles ils aspirent. En particulier, il est très onéreux de promouvoir un progrès dans les services, l'environnement culturel, les loisirs dans des villes énormes où l'espace est bloqué, par là même survalué, où les communications sont difficiles. Même la sauvegarde du patrimoine monumental requiert des dépenses considérables.

En conséquence, trois problématiques sont envisagées :

- La définition du seuil de dimension optimale de la ville, assurant la satisfaction totale des aspirations de ses habitants ;
- La restructuration des agglomérations géantes en sous-ensembles répondant à cet optimum ;
- La rénovation des centres historiques appelés à être les noyaux d'articulation de cette nouvelle structure en bénéficiant d'opérations de mise en valeur esthétique et de concentration des fonctions au niveau le plus élevé : activités directionnelles, commerce de luxe, services rares, dans un cadre aménagé notamment par la création de circuits de circulation pédestre.

Pourquoi des « villes nouvelles » ?

Ces diverses politiques d'urbanisme s'ac-

* Professeur à l'Université de Paris I.

compagnent généralement de la création de villes nouvelles, pour alléger la charge de population des agglomérations surpeuplées et expérimenter des modèles de nouvelles structures urbaines.

La création de villes nouvelles répond à la fois à une nécessité de mise en place de population supplémentaire dans des régions jusque là dépourvues d'établissements urbains, et à une politique de déconcentration des grandes agglomérations. En fait, il s'agit de deux problématiques différentes, mais dont les schémas organiques peuvent coïncider.

Dans le premier cas l'objet est d'assurer les conditions de la vie en groupe de populations implantées dans un milieu jusque là peu occupé, sous-urbanisé, dont l'intérêt actuel est, soit une perspective de développement régional global, soit, plus étroitement, l'utilisation d'une ressource naturelle particulière, ressource minière, potentiel énergétique naturel, etc. L'Amérique possède plusieurs générations de villes « nouvelles » en leur temps, autour desquelles s'est organisée l'occupation de l'espace. La plus spectaculaire, dans le moment présent, est sans aucun doute, Brasilia. L'exploitation des ressources naturelles et surtout minières de l'URSS a fait surgir depuis 50 ans plusieurs centaines de villes nouvelles de tailles variées dont les plus importantes et les plus connues sont Magnitogorsk ou Karaganda, sans parler de la très particulière Komsomolsk... ou d'Akademgorod.

Aujourd'hui, le terme de ville nouvelle est plus exactement appliqué à des créations destinées à alléger la pression de population et la charge des services qui pèsent sur les grandes agglomérations. C'est dans ce sens qu'a été avancé, dans le cadre du plan de déconcentration de Londres présenté après la deuxième guerre mondiale par lord Abercrombie, l'expression de *new town*. Il n'est pas sans danger de confondre sous le même vocable les villes dont la création résulte, sans conception structurelle particulière, des simples besoins de fixer de la main-d'œuvre, près d'un point d'exploitation minière ou industriel ou au centre d'une région à administrer, et les villes nouvelles au sens urbanistique du mot, qui correspondent à une image bien définie de l'organisation de la vie urbaine.

La ville nouvelle, au sens structurel du mot, est un noyau planifié de développement urbain, destiné à constituer un milieu de vie complet, reposant sur l'harmonie de trois éléments associés en un même lieu suivant des combinaisons qui procèdent du plan préétabli : l'emploi, le logement, les services de tous ordres. Il n'est pas interdit de penser que sa conception s'inspire pour une part, de la recherche de l'harmonie traditionnelle de la ville antérieure à la poussée anarchique d'urbanisation de la deuxième moitié du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e. Mais les schémas de promotion des villes nouvelles s'efforcent d'intégrer cette harmonie d'un milieu semi-clos dans l'environnement technologique et fonctionnel de l'économie et de la société contemporaine. Si l'on admet que la perception et la conscience de la ville disparaissent avec la croissance démesurée et disloquée des métropoles géantes, la ville nouvelle apparaît comme un moyen de restituer une dimension et

un contenu synthétique de la ville susceptible d'en faire à nouveau un « milieu de vie », ouvert sur un environnement de relations et de contact avec la nature. On hésite encore sur les dimensions : la ville nouvelle ne doit être ni trop petite, car elle ne répondrait pas à la totalité des besoins de sa population, ni trop grande, car elle sombrerait dans le même anonymat que les agglomérations qu'elle est appelée à remplacer à travers un processus de report et de fragmentation. Des modèles d'organisation de l'espace urbanisé ont acquis une notoriété internationale. Il reste à les moduler et à les adapter en fonction des besoins et des possibilités financières de chaque pays.

Réseaux urbains

A partir du moment où l'on entreprend de redistribuer dans l'espace la population urbaine, soit en intervenant pour ralentir la croissance des grandes agglomérations, soit en les restructurant, soit en constituant des villes nouvelles, il est impossible de séparer l'action d'urbanisme d'une intervention au niveau régional.

C'est en ce sens que certains auteurs expriment l'idée qu'aujourd'hui la compétence de l'urbanisme a dépassé les limites de la ville et se confond avec la politique d'aménagement régional.

On ne peut, en effet, planifier isolément le développement d'une seule ville, en raison de la solidarité de fait de l'ensemble des établissements urbains et de la globalité de la population urbaine. Les problèmes se posent à l'échelle des réseaux urbains, c'est-à-dire des relations de ville à ville. Celles-ci se sont établies empiriquement au cours de la phase d'urbanisation spontanée, mais peuvent être modifiées suivant un plan concerté, par une répartition appropriée des investissements d'équipement générateurs d'activités. Généralement, un réseau urbain est hiérarchisé. Il est centré sur une métropole ou une capitale, d'où partent et où convergent des flux de personnes, de marchandises, d'informations, de décisions. Ces flux passent par des relais plus ou moins spécialisés dans une fonction ou dans une autre. Ces relais, au point de vue dimensionnel, sont des villes moyennes (20 000 à 100 000 ou 200 000 habitants) ou de petites villes (moins de 20 000 habitants).

Suivant la répartition des investissements créateurs d'activités, et, dans le cadre d'une politique de stimulation des initiatives privées, appuyées par l'action des services publics, on peut moduler respectivement la croissance des métropoles, des villes moyennes et des petites villes. Les services français responsables de l'aménagement du territoire (1) ont mené, depuis plus de 10 ans, une politique en deux phases : en premier lieu, promotion de huit métropoles régionales, dites métropoles d'équilibre, pour ralentir l'excessive centralisation de la capitale, Paris, ensuite développement des villes moyennes. Ceux du Royaume-Uni ont combiné la politique des villes nouvelles avec la stimulation du développement de petites villes, en greffant des structures de villes nouvelles sur des noyaux anciens de petites villes, créant ainsi un type nouveau de croissance urbaine, à dimension moyenne, les *expanded towns*.

L'urbanisme, étendu à l'aménagement du territoire, cesse d'être un art d'utilisation de l'espace à l'échelle locale, pour devenir une politique générale de maîtrise de l'espace régional et national. Il se confond avec une géographie créatrice que, suivant les cas, on a appelé géographie appliquée ou géographie active, qui rejoint, à beaucoup d'égards, une écologie humaine.

On ne saurait concevoir une problématique générale ou une politique universelle du développement urbain. Ce serait ignorer les difficultés d'ordre historique des situations. La crise des villes des pays industriels d'économie capitaliste est une crise de vieillissement d'organismes urbains hérités d'une autre époque ou même d'« autres époques ». Elle est, en même temps, l'effet de contradictions spécifiques de l'évolution de l'économie et de la société, surtout la transformation de la ville, sols, immeubles, infrastructures de services, espaces périphériques en « marchandises » soumises aux jeux dangereux de la spéculation financière. Elle est aggravée par l'accélération des transformations des processus technologiques et des modes de vie, qui rendent très difficile la prévision à long terme de la forme et du fonctionnement d'établissements urbains, qui requièrent des investissements à amortissements lent. Elle résulte aussi, pour une part, du gaspillage et de la contamination de l'environnement par toutes les formes de pollution. Signe inquiétant de cette crise : le citoyen vit en étranger dans la ville, voire en prisonnier, et cherche toutes les occasions d'évasion vers des lieux de loisirs où il trouve d'autres formes d'utilisation du temps et d'espace, non sans que ce report de frustration n'engage d'autres processus de gaspillage et de contamination de l'espace.

La planification socialiste des villes est menacée par le schématisme, et est souvent victime de l'échelle à laquelle elle peut librement s'exercer (gigantisme des créations, monotonie, dépersonnalisation aussi, mais d'un ordre différent).

L'accélération de l'urbanisation dans les pays en voie de développement est aux prises avec le problème de l'habitat non intégré, avec l'invasion de l'espace urbain par des foules qui ne peuvent pas trouver place dans l'immédiat au sein de l'économie urbaine. Ici, le choix de l'application des investissements possibles passe d'abord par la création d'emplois. L'urbanisme, en grande partie privé de moyens financiers, doit être un urbanisme d'attente et de pis aller. Il n'en est que plus ingrat et appelle des solutions ou des expédients aptes à chaque situation particulière, susceptibles de rendre, pendant au moins une génération, la condition urbaine supportable à ceux qui attendent leur intégration dans l'économie urbaine. C'est une autre façon, pour l'urbanisme, d'être une œuvre d'imagination.

Perspectives d'une condition de vie urbaine

Toute politique d'urbanisme doit partir de la considération du contenu de la vie urbaine. Ce contenu s'exprime en éléments de la vie quotidienne des individus et des collectivités, ménages, familles, groupes d'âge, groupes sociaux, projetés à la fois

(1) Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale, DATAR.

dans le temps et dans l'espace. La vie du citadin s'articule en fractions de temps correspondant chacune à une forme d'utilisation de l'espace. La ville est l'ensemble des espaces consacrés aux divers temps de la vie et des liens concrets de relation entre ces espaces. Dans leurs formes les plus simples, les éléments essentiels de la vie urbaine sont le travail, le logement, les loisirs et les activités d'entretien de la vie personnelle et familiale, les activités sociales et culturelles. Dans la mesure où ils ne peuvent pas être rassemblés au même lieu, il convient de tenir compte des temps intermédiaires, qui sont des temps de parcours des distances intercalaires entre les espaces consacrés à chacun des trois éléments précédents. L'urbanisme consiste à rechercher et à imaginer les meilleures formes d'association et de liaison de ces espaces en considération des besoins et aspirations des populations concernées, qui varient suivant les types de civilisation, de structure économique et sociale, de composition démographique.

Les études sociologiques, surtout américaines, ont montré l'importance de l'image de la ville et du degré de conscience d'y être intégré de la part du citadin, dans l'équilibre social et le comportement d'une population urbaine.

S'approprier la ville

La situation idéale est celle où l'habitant se considère comme usager de la totalité

de l'espace urbain, qu'il s'est approprié psychologiquement par la pratique de sa vie quotidienne. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, on peut assimiler la ville à un milieu de vie. Il y a relation de réciprocité entre l'habitant et la ville. Le citadin connaît, juge, apprécie son cadre de vie, souhaite l'améliorer, s'intéresse à l'administration municipale, souhaite y participer. Inversement, le milieu conditionne, engendre des habitudes, recommande des cheminements, une certaine répartition du temps vécu entre les fractions d'espace. Cette relation implique une responsabilité de la part de l'habitant. Il réproche toute dégradation du milieu dont il se sent usufruitier, auquel il est lié par des liens de familiarité. Il en est gardien et se sent concerné par tout ce qui peut le modifier dans un sens ou un autre. Il y a identification entre le milieu concret et la vie collective qui y trouve sa place et qui constitue le milieu humain avec, lui aussi, un système de relations réciproques qui varient suivant les groupes d'âge et les groupes sociaux.

La rupture de ces relations, qui sont l'essence humaine de la ville, est à l'origine de toutes les dégradations de la ville et de

*Quartiers nouveaux
et petits logements collectifs :
restituer à la ville sa dimension,
en lui donnant une échelle redevenue
« perceptible ».*



la société urbaine. La dislocation du système urbain en espaces spécialisés reliés seulement par des itinéraires de parcours mécanique, réduit le champ de la perception de la ville à des éléments tronqués. Il n'y a plus unité entre la vie qui est un tout indissociable et les éléments disparates et dispersés de l'espace qui l'écartèlent. Le sentiment d'appropriation d'un espace déshumanisé disparaît et, avec lui, le sens des responsabilités à l'égard de l'espace et des installations qu'il porte, à l'égard aussi des collectivités qui l'occupent. C'est précisément pour restaurer l'unité entre la vie quotidienne et l'espace quotidien, condition de la sécurité et de l'équilibre de la vie urbaine, que l'on a imaginé les schémas des villes nouvelles et des restructuration des agglomérations en unités d'échelle perceptible.

L'habitat urbain est un isolat par rapport à l'environnement, à la différence de l'habitat rural qui est, par nature et par fonction, intégré au milieu. Il a été supporté comme une contrainte aux temps socialement austères de la première révolution industrielle. Mais il s'est établi spontanément une confusion dans les comportements des citoyens, qui est expressive d'un besoin permanent : la confusion entre loisir et campagne, ou toute forme de contact avec un aspect du milieu naturel. Que le genre de vie urbain agisse comme un prisme déformant et fasse rechercher plus des formes aménagées de nature que la nature elle-même, que la nécessité d'accueillir des grands nombres exige un conditionnement particulier des sites est une conséquence de la mutation qualitative, conséquence de l'accumulation quantitative des masses urbaines. Il reste que la condition urbaine et le logement urbain appellent des compensations qui, à leur tour, appellent certaines formes d'aménagement de l'espace.

Ces compensations requièrent la mise en réserve de certaines fractions du sol intra-urbain et péri-urbain pour l'occupation d'une partie du temps vécu en ville par les différents groupes d'âge et l'organisation d'espaces spécifiques pour accueillir les citoyens au cours de phases de loisirs. Le contenu et la destination de ces espaces varient suivant les niveaux de développement. Le besoin « d'espaces de compensation » est d'autant plus grand que l'organisation de la vie urbaine est raffinée, que l'habitant est enfermé dans un univers de béton, de verre et d'acier, protégé des intempéries par le conditionnement des locaux d'habitation et de travail, séparé du contact avec des objets concrets autres que des objets fabriqués, incorporé à un rythme de machines, assujéti à un univers d'odeurs, de bruits et de couleurs d'ordre artificiel.

L'arbre et l'herbe

Les Européens du Nord sont restés beaucoup plus sensibles à la nécessité de contact avec le milieu vivant des plantes et des animaux que les Méditerranéens. Ils ont maintenu ou introduit l'arbre et l'herbe dans leurs villes. Les Néerlandais apprennent aux enfants des écoles comment on cultive les fleurs. Les cités-jardins allemandes ont maintenu longtemps le jardin potager au pied de la maison, conservant toujours des arbustes décoratifs et des fleurs. Mais l'habitat collectif

rompt le contact que ne compensent pas quelques décors artificiels.

La ville moderne appelle ses espaces de sport, de promenade et de repos, dans un cadre d'illusion peut-être, mais tout de même de dépaysement pour ces courts moments, avec adéquation aux besoins particuliers de chaque groupe d'âge. La concentration de proportions de plus en plus grandes de population dans les villes impose la nécessité de réserver hors des espaces de compensation correspondant aux habitudes de loisirs (ou aux modes de loisirs) des populations urbaines. Ces habitudes ou ces modes sont malheureusement en partie créées et exploitées pour vendre ou louer des espaces aménagés, eux aussi, sur les côtes ou en montagne. Le problème de la moralisation des opérations et de la liberté de choix des formes de loisirs se pose assurément, mais l'essentiel est de sauvegarder ces espaces, d'éviter qu'ils deviennent des « villes de vacances ». Sinon, le citoyen est pris au piège. Il est en toutes circonstances frustré de vraie nature.

Il est trop facile de lui en imputer la responsabilité si, au préalable, on ne lui a pas appris à vivre en ville, à vivre dans une société urbanisée en forte proportion. La vie urbaine est une forme de vie sociale différente de la vie rurale, et une forme plus compliquée, du fait de la diversité des contacts sociaux, de la coexistence de la promiscuité et de la solitude dans la foule, du fait aussi du recours permanent à des techniques et à des objets de plus en plus complexes dont les mécanismes sont inintelligibles au plus grand nombre et éloignés des facteurs et des rythmes naturels. Apprendre à vivre en ville, c'est apprendre à vivre dans un certain type de société et de cadre quotidien, c'est aussi apprendre qu'il y a, hors de la ville et autour de la ville, un autre univers dont la sauvegarde est la condition de la conservation de l'espèce.

Il serait vain de rechercher une image - type de la ville, de son environnement interne et externe, de ses antennes projetées dans le milieu naturel. Le fait urbain est universel, mais il présente des facteurs de différenciation qui sont les uns d'ordre historique, les autres d'ordre géographique.

Sur le plan historique, il faut distinguer des strates successives d'urbanisation, qui ont chacune des caractères propres en matière d'utilisation de l'espace et d'organisation de la vie. Tantôt, elles se superposent et se juxtaposent dans les mêmes organismes urbains, non sans subir des altérations du fait de ces associations, comme en Europe occidentale, ou dans les pays qui ont connu successivement l'urbanisation précoloniale, coloniale et postcoloniale... tantôt, elles donnent leur spécificité unique à une génération déterminée de villes : les villes d'Amérique du Nord de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, les villes bâties pendant les premières décennies du régime soviétique, ou les villes nouvelles anglaises parmi lesquelles on distingue déjà trois séries successives.

Les différences d'ordre géographique découlent de l'emplacement des villes et des processus d'urbanisation tant en ce qui concerne les zones bioclimatiques que les types de civilisations et les niveaux et formes de développement.

Repenser l'habitat ?

La problématique, ou plutôt les problématiques du développement urbain sont un immense domaine de recherche dans lequel chaque pays a à apporter. Le temps presse, dans la mesure où l'évolution générale, conditionnée par l'évolution démographique, accroît, d'année en année, par masses de plusieurs dizaines de millions d'individus, le nombre de citoyens. La ville tend à devenir le lieu de résidence et d'existence de la majeure partie du globe. Elle rassemble déjà entre les deux tiers et les trois quarts des habitants des pays industriels. Elle va devenir le mode unique de groupement des hommes. N'est-ce pas le moment de se demander s'il ne faut pas repenser globalement tout le problème de l'habitat ?

Jusqu'à présent, la répartition de la population dans chaque pays, entre population rurale et population urbaine, se confond avec la distinction de deux modes d'existence, deux structures sociales, deux formes de contact avec le milieu extérieur. Elle peut s'identifier en partie avec les termes d'un dualisme économique et socio-culturel issu de l'inégal développement des villes et des campagnes, dans le cadre d'une concurrence où la ville est fortement conquérante, et, par là même, destructrice des équilibres ruraux.

Dans les pays techniquement les plus avancés, les différences ont tendance à s'atténuer entre conditions de vie urbaine et condition de vie rurale du fait de deux processus :

- L'équipement des campagnes en infrastructures d'existence matérielle et culturelle et de communication du même ordre que celui des villes,

- Le report, sur les zones rurales, d'une partie de la population qui ne trouve pas dans la ville la place et les conditions d'existence qui lui conviennent, et l'annexion d'une partie des espaces ruraux à l'espace de service urbain sous forme de zones touristiques.

Ces deux processus, pour lesquels on a avancé le terme de « *rurbanisation* », semblent indiquer une voie souhaitable, qui est celle de la déconcentration des populations urbaines et de l'unification des conditions d'existence, dans des zones résidentielles de dimension et de localisation rurale et dans les espaces urbanisés.

L'objectif d'une politique de l'habitat semble pouvoir être l'extension des privilèges matériels de l'habitat urbain et de son accompagnement de services de tous ordres à l'ensemble du territoire, et, par voie de conséquence, la mise à la disposition de toute la population des avantages du contact avec le milieu rural, en ce qui concerne la qualité de la vie. Il y aurait intérêt, pour les pays en voie de développement, à prendre cette perspective en considération dès à présent, pour éviter l'afflux excessif de population rurale dans les zones d'accumulation urbaine. Le chemin passe par l'équipement de type urbain des villages et des petites villes et par la redistribution en ordre dispersé des activités et des équipements actuellement trop concentrés. C'est donc d'une politique globale de l'aménagement du territoire qu'il s'agit aujourd'hui. Il reste à chaque pays à en définir les termes et les formes suivant sont idéologie, ses besoins et ses moyens.